

DEBAT NATIONAL SUR L'ECOLE 05/12/2003

- Interventions des 3 rapporteurs des groupes d'enseignants : lecture des synthèses élaborées dans l'après-midi.
- Ouverture du débat :
 - animateur : François Bontemps (NFM)
 - représentant du Rectorat le DAET : M. Coadou
 - Vice-président du Conseil Régional : M. Stamenoff
- M. Bontemps : Question à Mme Rozel parent d'élève, qu'est ce qui a incité votre fils à choisir le Lycée Professionnel Mézen ?
- Mme Rozel : Il avait le désir d'être routier depuis son plus jeune âge. Il pouvait aller en Seconde générale mais nous avons respecté son choix. Il y a eu des difficultés au niveau de l'orientation avec l'obligation de formuler trois vœux même si un seul est véritablement souhaité.
- M. Bontemps : Comment avez-vous connu le LP Mézen ?
- Mme Rozel : Ce LP a une bonne réputation et nous sommes venus aux portes ouvertes pour voir par nous-même.
- M. Bontemps : Avez-vous le sentiment d'un manque d'informations ?
- Mme Rozel : Oui, souvent les élèves vont en seconde alors qu'ils ne savent pas quoi faire et ils seraient mieux orientés vers un LP, ce n'est pas une voie de garage.
- M. Bontemps : Comment organiser une meilleure relation avec les collègues ?
- Sylvie L. : Les professeurs des collèges sont invités à découvrir les ateliers des différentes sections du LP, des collégiens viennent aussi.
- M. Bontemps : Quelle est votre démarche envers les professionnels ?
- Gérard Le B. : Ils sont invités lors du passage des examens, des rapports de stage. Mais le plus souvent ils sont absents, ils n'ont pas le temps, il faudrait dégager des moyens horaires.
- M. Bontemps : D'où vient la méconnaissance du LP et comment améliorer cette situation ?
- Cathy J. : La section Conduite Routière n'est pas un bon exemple car elle ne reflète pas vraiment la vision du LP en général (les élèves choisissant cette section en ont réellement le désir). Trop d'élèves entendent « si ça continue tu vas finir en LP ». Le rôle du LP c'est de faire relever la tête à ces élèves qui ont été dévalorisés, d'en faire des citoyens qui sortent du LP avec une qualification dont ils sont fiers.
- M. Dekerle : Il faut aller plus loin que la simple visite du LP et proposer aux intéressés d'assister à un cours en atelier et en enseignement général pour qu'ils voient vraiment les méthodes d'enseignement du L.P.
- Gérard Le B. : On ne peut pas faire d'orientation si on ne connaît pas le LP. Pourquoi ne pas faire de cette expérience une obligation pour les professeurs principaux appelés à faire de l'orientation ?
- M. Bontemps : M. Coadou, comment remédier à cette méconnaissance du LP ?
- M. Coadou : L'objectif du LP est de préparer à un métier, il faut donc faire une information préalable vis-à-vis des parents et des professeurs de collège sur l'évolution des métiers. C'est l'image du métier qui rebute parfois, le contexte

régional avec des expériences parfois douloureuses que les parents veulent éviter à leurs enfants. Or les métiers évoluent, ils sont beaucoup moins pénibles, il faut changer l'image.

- M. Bontemps : C'est l'image du LP ou celle du métier qu'il faut remettre en cause ?
- Pascal L. : L'image du métier est méconnue. Maintenant la demande des entreprises donne matière à placer des élèves mais les Conseillers d'Orientation Psychologues ne savent pas orienter.
- M. Bontemps : Comment montrer que les métiers ont évolués ?
- Pascal L. : Que les collèges s'ouvrent vers l'extérieur ! L'automobile fait appel à des technologies de pointe. Il y a un besoin d'élèves ayant une bonne moyenne.
- M. Coadou : Est-ce que ce ne sont pas les familles qui décident ?
- Didier B. : Pourquoi mettre les lycées en concurrence ?
- M. Coadou : Il y a juste un constat de la méconnaissance du LP, on peut regretter que les COP décident de l'orientation des élèves selon leur niveau, sans concurrencer à priori les trois voies de l'Education Nationale. Le choix est aux familles et aux jeunes parmi ces différentes voies de formation.
- Gérard G. : Le lycée général est présenté comme la voie de l'excellence, si ce discours change les parents n'auront plus la même vision et considéreront également le LP comme un chemin vers la réussite professionnelle de leurs enfants. Mais l'objectif actuel est d'amener les élèves en Seconde générale ou Technologique, le discours politique de l'Education Nationale doit formuler la réussite professionnelle différemment.
- M. Stamenoff : Les projets pour la qualification des élèves sont le label du bon travail des enseignants au LP Mézen. Il n'y a pas de sots métiers, le devenir des élèves est le plus important. Le nombre d'élèves sortant qualifiés est la carte de visite du LP Mézen.
- Pascal L. : Il faut garder à l'idée la perspective : un jeune dans un LP a l'opportunité de rebondir, se ré-orienter et finalement beaucoup progresser dans sa voie. Dans un CFA, il y a moins de savoirs et de culture générale, donc moins d'adaptabilité. Comment un jeune ayant déjà des difficultés pourra-t-il évoluer dans ces conditions ?
- M. Coadou : Pas d'accord, le contrat de qualification offre autant qu'en apprentissage soit 1350 h. de formation.
- Stéphane D. : Les parents décident de l'orientation de leurs enfants mais ils sont perdus par trop d'informations.
- M. Coadou : Oui, les forums ne sont pas très efficaces, les élèves ne voient pas vraiment ce qui se passe, il vaut mieux développer les mini-stages et les visites en entreprises.
- Stéphane D. : Les parents vont devoir faire confiance aux COP et aux professeurs principaux, si eux poussent à orienter vers le technique car l'élève a une bonne moyenne, l'élève ne sera pas orienté vers ce qu'il souhaite mais uniquement par ses notes.
- M. Coadou : Il y a donc une politique et des démarches à mener vis-à-vis des collèges.
- M. Bontemps : Réaction des parents ?
- Mme Rozel : Bilan très positif, mon fils est content de sa 1^{ère} année, il fait ce qu'il voulait, il envisage un Bac Logistique alors qu'au départ il ne visait pas plus qu'un BEP. Le fait de réussir lui donne de l'ambition.

- M. Coadou : Pourquoi est-ce que vous n'étiez pas sûre que votre fils intègre la section Conduite Routière à Mézen ?
- Mme Rozel : Car le collège oblige à faire trois vœux.
- M. Coadou : Problème de notes, de places ?
- Mme Rozel : Il faut bien travailler, avoir un bon dossier. Exemple de ma fille BEP secrétariat à Maréchal Leclerc avec un niveau moyen, puis Bac Pro et maintenant BTS en contrat de qualification, difficile d'intégrer Margot après. Besoin de formation post-Bac.
- M. Bontemps : Que faites-vous de vos élèves diplômés mais refusés par les entreprises par manque d'expérience ?
- Cathy J. : Il n'y a pas de remise en cause de l'entreprise comme lieu de stage mais cette formation doit s'arrêter là. Le LP doit garder la primauté de la formation car c'est sa réelle mission. L'entreprise n'a pas le temps de former, son souci c'est la rentabilité.
- M. Bontemps : Que penser des groupements d'entreprises qui organisent des formations ?
- Cathy J. : Les enseignants sont payés pour former des citoyens professionnels, appelés à changer d'entreprise, voire de métier, donc adaptables. Nous ne sommes pas là pour créer des « produits d'entreprises ».
- M. Coadou : Parlons de PFE plutôt que de stage en entreprise, car il y a un contrat et une négociation avec l'entreprise, si ça ne marche pas il faut en changer. Trois phases : préparation (rencontre avec le tuteur), suivi, exploitation. Il y a une continuité pédagogique.
- Jean-Louis D. : Les entreprises se plaignent parfois que les élèves ne correspondent pas à leurs besoins, les référentiels sont tout de même élaborés en présence de représentants des entreprises il y a donc un paradoxe.
- M. Bontemps : Les parents vont peut-être préférer que Peugeot ou Citroën forment leurs enfants car ils auront un métier au final.
- Pascal L. : Qu'est-ce qui a le plus d'importance à l'heure actuelle avoir un boulot ou une perspective d'évolution ? La culture de l'école ce n'est pas de créer un produit fini.
- Gérard Le B. : Peugeot et Citroën viennent chercher chez nous les post-Bac preuve qu'ils n'ont pas de personnels hautement qualifiés.
- M. Coadou : La formation d'entreprise peut se faire par contrat de qualification (diplôme et formation). Si une entreprise met en place sa propre formation, c'est pour répondre à ses besoins propres, c'est juste un certificat de qualification professionnelle ça n'a rien à voir avec un diplôme de l'Education Nationale.
- M. Bontemps : Précisions sur le statut d'apprenant ?
- Sylvie L. : L'entreprise veut un élève productif mais il faut attendre.
- Gérard Le B. : Période de formation en entreprise.
- Gérard G. : Quel est l'objectif de l'Education Nationale en matière d'éducation professionnelle ? Avant les élèves étaient plus productifs que maintenant selon les entreprises, les contenus ont changé, ils sont plus étoffés dans un temps de formation plus restreint. L'argent est mis en priorité plutôt que le devenir de l'élève : quel est le point de vue de la région et du rectorat ?
- M. Stamenoff : Nous sommes directement impliqués dans les différentes missions, contrat état/région revu tous les 6 ans. Il n'y a pas de plaintes pour les attributions de matériels, mais concernant les décisions d'ouverture/fermeture de sections, la région est peu investie.

- M. Coadou : Concernant la section Structures Métalliques il y a eu le CAP en 3 ans, puis la création du BEP. Le CAP n'a pas été supprimé mais intégré dans la formation en BEP Structures Métalliques.
- Gérard G. : Le temps de formation est plus court de 3 à 2 ans à présent.
- M. Coadou : Les élèves sortent un an plus tard, (bases plus conséquentes en enseignement général), le coût de la formation n'a pas diminué.
- Gérard G. : C'est la qualité de la formation qui a été réduite.
- M. Coadou : Oui, mais ces jeunes ont une formation générale solide pour pouvoir évoluer professionnellement.
- Gérard G. : Les projets de fermeture de sections soulèvent de grandes inquiétudes.
- Cathy J. : Qui de l'enseignement technologique ou professionnel va être sacrifié ? Il semble qu'il y en ait un en trop : trop d'élèves en LP, pas assez en Licence, les élèves doivent être envoyés vers des filières « nobles ». C'est la mort annoncée du LP ?
- M. Coadou : Non, mais la baisse démographique est là. Il faut mettre en cohérence le dispositif de formation, il n'est pas possible de garder des formations avec juste 2 ou 3 élèves.
- Cathy J. : Les sections STI existent depuis des années pourtant c'est un fiasco au niveau des effectifs.
- M. Coadou : Vous êtes sur ces formations, il s'agit de faire vivre ces établissements dans la cohérence voie techno/voie professionnelle. Il n'est pas possible de dire à la région de recréer des structures de formation.
- Sylvain R. : Sur une classe d'élèves en Seconde générale, combien d'élèves n'ont pas leur place ? S'agit-il d'une éducation scolaire « concentrationnaire » dans le but de former une élite ? Le budget ne permet-il pas de faire autrement que d'envoyer le maximum d'élèves là où ça coûte le moins cher ?
- M. Coadou : Le Bac général ne permet pas de s'insérer.
- Sylvain R. : Justement pourquoi y-a-t-il tant d'élèves à y aller ?
- Pascal L. : Les COP ont-ils des directives pour orienter plus d'élèves là qu'ailleurs ?
- M. Coadou : L'orientation appartient à tous. Il faut tenir compte des besoins de l'entreprise pour l'insertion. Le constat est qu'il y a trop de décisions prises sur les seules notes de l'élève.
- Jean-Paul N. : L'entreprise automobile se plaint de ne pas trouver de mécanos. D'anciens élèves ont quitté cette filière car les salaires sont trop bas, il n'y a pas d'évolution de carrière. La rémunération pose problème dans l'attractivité des métiers.
- M. Douaire : Concernant l'orientation, importance du travail effectué à Mézen grâce auquel il y a plus d'élèves recrutés. Mauvaise image de grosses entreprises qui ont chuté mais l'emploi est de plus en plus fort, cf. *Refllet* (magazine édité par la région) : le secteur des métiers de la productique se développe.
- Pascal L. : Quel indicateur prend-on ?
- M. Coadou : L'évolution d'un LP comme Mézen doit avoir des rythmes différenciés, une modularisation pour pouvoir répondre aux besoins des entreprises et des élèves.
- Gérard G. : Entre le collège, le lycée et LP, le LP est le seul qui s'adapte au rythme de l'élève (3 ou 4 ans), permettant de ne pas laisser l'élève en cours de route. Grâce à cette formation à la carte l'élève « remonte ». Qu'en est-il de la formation Bac Pro 3 ans en expérimentation sur 5 ans ?

- M. Coadou : Cela représente 5 cycles de formation. Le protocole d'expérimentation a commencé en 2001, il faut compter 5 rentrées, donc les recrutements sont possibles jusqu'en 2006, sauf si les conclusions permettent de statuer avant (généralisation ou arrêt).
- M. Bontemps : Quel est l'intérêt de projets tels que le kart, le Team Mézen et le Mézen Truck Racing ?
- Sylvie L. : Cela valorise et motive les élèves.
- Gérard G. : Cela permet d'effectuer des liaisons entre toutes les sections de l'établissement et de développer un esprit d'équipe.
- Cathy J. : L'élève a une image de lui-même assez négative au début, puis il voit qu'il est capable de réussir des choses dans sa qualification professionnelle tout en y prenant plaisir.
- Stéphane D. : Le point négatif c'est qu'un projet extérieur demande beaucoup de temps et que de moins en moins de monde s'investit par manque de moyens. Les élèves sont très motivés par le métier de mécanicien de compétition automobile.
- M. Bontemps : La région peut-elle faire quelque chose pour défendre ce qui représente l'identité du LP Mézen et qui lui vaut une forte réputation dans le milieu de la compétition ?
- M. Stamenoff : Le Président du Conseil Régional a fait un exposé de ce que le LP Mézen coûte. Il paraît difficile de faire plus pour le moment mais il est toujours possible de faire une demande auprès de M. Deniaud qui portera le projet.
- M. Dekerle : Quelles sont les perspectives pour le circuit d'Essay ?
- M. Stamenoff : Vous pouvez obtenir un créneau en prenant la région comme sponsor, pour lui faire de la publicité.
- M. Dekerle : Dans l'offre de formation professionnelle qu'est-ce qui est plus fort : l'attractivité de la filière, le bassin d'emploi ou la mise en cohérence ?
- M. Coadou : C'est la mise en cohérence car elle passe par les deux premiers points. Importance de la lisibilité des parcours des élèves, former pour répondre aux besoins des secteurs économiques environnants. Priorité à une carte de formation cohérente, actuellement obligation de s'adapter, d'évoluer dans sa carrière.
- Didier B. : Mise en cohérence de quoi ?
- M. Coadou : Cohérence de pôles. Travail sur le repérage de pôles, le LP Mézen doit être reconnu sur ses trois pôles. En conséquence de l'évolution des métiers il faut envisager l'accueil de personnels qui doivent se remettre à niveau dans l'avenir en formation continue. Les enseignants de Mézen travailleront avec les collègues du lycée Alain.
- Didier B. : Les élèves ne se sont pas déplacés ailleurs lors des fermetures de sections, un exemple la filière bois au LP Mézen a été « transférée » à Argentan, mais les élèves n'ont pas suivi.
- M. Coadou : C'est un acte éducatif que de dire aux élèves qu'il faut se déplacer.
- Sylvie L. : Mais il y a des problèmes d'argent dans certaines familles.
- M. Stamenoff : La région peut apporter son aide.
- Didier B. : Il est difficile de bouger pour des élèves issus de milieux sociaux défavorisés. Cette cohérence revient quand même à instaurer de la concurrence ?
- M. Coadou : Il peut y avoir des aides aux familles pas de l'assistanat.
- Cathy J. : Si l'on doit travailler avec le lycée Alain ça veut bien dire qu'il y aura fermeture de la section MPMI à Mézen ?
- M. Coadou : 7 élèves dans une section, ça représente un certain coût.

- Cathy J. : La région va devoir financer le matériel, la coopération se fera dans quel sens ?
- M. Stamenoff : Par complémentarité.
- M. Coadou : On privilégiera le lieu où se trouvera le matériel performant, les enseignants du LP iront au lycée Alain. Un plan a été proposé afin d'équiper les établissements pour la productique, les crédits annuels de la région ne sont pas suffisants pour le satisfaire, donc les autres formations seraient lésées. Il y aura une mise en place de plateaux techniques où l'on regroupera l'équipement qui n'était pas utilisé tout le temps.
- Stéphane D. : Nous sommes félicités pour nos projets ainsi que pour notre équipe pédagogique investie et la réponse à nos demandes d'aides afin de poursuivre tout cela c'est de nous déplacer dans d'autres établissements pour dispenser nos enseignements. Dans ce cas comment voulez-vous maintenir des projets valorisants pour nos élèves ?
- Jean-Louis D. : La métallurgie est le 2^{ème} secteur employeur dans l'Orne et la Basse-Normandie, grand besoin en productique les entreprises utilisent 80 % des élèves de l'Education Nationale qui ne reverse que 20% de la taxe d'apprentissage. Il faudrait envisager des primes pour intéresser les jeunes vers les sections où il y a un déficit.
- M. Coadou : Nous ne sommes pas hostiles à une section d'apprentissage dans l'établissement.
- Jean-Paul N. : On a déjà essayé de créer un contrat de qualification en Mécanique automobile.
- M. Coadou : C'est différent.
- M. Dekerle : L'ANFA s'oppose, elle ne finance pas.

Le débat s'achève par la définition des trois propositions du lycée :

- valoriser l'image et la connaissance des métiers des LP par une formation spécifique des COP et des professeurs de collège.
- mettre en place des parcours diversifiés en facilitant des passerelles à différents niveaux et sous différents statuts.
- préserver la mission spécifique du LP : la formation du citoyen à une culture générale et professionnelle.